

## Éditorial

# Jeunes chercheurs doctorants : professionnaliser, mais aussi (ré)former

Un grand mouvement et beaucoup de réflexions auront marqué la recherche française en cette année 2004. Il n'est pas un établissement, universitaire ou pas, une équipe de base qui ne se soient interrogés sur le sens de ses activités, sur ses missions, sur les conditions d'organisation et de fonctionnement qui en découlent. *NSS* est évidemment partie prenante de ce mouvement, d'autant plus que nous voyons dans nombre de propositions des collectifs de travail des pistes de réflexion ou d'organisation que l'exigence interdisciplinaire avait déjà tracées : le lien entre la recherche et la « demande » sociale, la nécessité des coopérations entre établissements, l'innovation inéluctable dans les procédures d'évaluation, etc. Il est cependant une question, centrale dans la naissance du mouvement puis dans les préoccupations des états généraux, qui mérite que l'on y revienne plus particulièrement ici : celle des jeunes chercheurs doctorants.

Certes, tout est dit à leur sujet, et bien : en leur proposant un véritable statut professionnel, pendant mais également après la thèse, en les traitant comme des pairs et non comme une main-d'œuvre précaire, en les rémunérant correctement, en les préparant à l'éventualité d'un avenir hors de la recherche, en les considérant comme de jeunes collègues en formation. Mais justement : de quelle formation s'agit-il ?

Comprendre les changements profonds de nos sociétés et préconiser des actions susceptibles de les anticiper, de les prévenir, d'en atténuer les effets, voilà bien un défi qui semble de plus en plus essentiel pour les années à venir ! Comment préparer une nouvelle génération de chercheurs à le relever ? Répondre à cette question suppose une véritable révolution. Et cette fin d'année 2004 et les mois qui vont suivre, avec les états généraux, les assises de Grenoble et les débats qui ne manqueront pas à propos de la préparation de nouvelles lois de programmation et d'orientation de la recherche, sont le moment de la tenter.

Tout progrès passe ici par des approches interdisciplinaires, avec les difficultés connues de tous : élargir sans devenir superficiel, intégrer sans sombrer dans la confusion, s'ouvrir aux autres disciplines sans oublier ses propres bases. Et une difficulté plus grande encore : avancer en dépit d'une organisation de l'enseignement peu propice au développement des échanges interdisciplinaires. S'il est évident que l'interdisciplinarité ne signifie pas un renoncement disciplinaire, qu'elle appelle même un retour sur les disciplines qui ne sera fécond que s'il est effectué à partir de bases théoriques et méthodologiques solides, acquises à partir de paradigmes particuliers, il n'empêche que notre tradition académique, avec ses filières, ses spécialités, ses modes de validation, n'offre qu'exceptionnellement l'ouverture dont a besoin l'interdisciplinarité. De ce point de vue, il sera intéressant de vérifier si la mise en place des nouveaux masters, qui, dans leur application, tendent à inféoder le doctorat à la licence, constitue une approche de l'enseignement dont la nouveauté résiderait dans sa capacité à favoriser l'ouverture interdisciplinaire des pratiques de recherche.

Tout progrès passe aussi par des va-et-vient entre le monde de la recherche et d'autres mondes, notamment ceux de la production, de la gestion, de la décision. Cet échange est source d'idées neuves : il ne saurait être l'apanage des seuls chercheurs établis, il doit aussi enrichir l'expérience des plus jeunes, alimenter leur créativité, accroître leurs aptitudes à comprendre d'autres points de vue et d'autres attentes en matière d'environnement. C'est d'ailleurs ce qu'a bien compris le Conseil de recherche en sciences sociales et humaines du Canada, avec son programme « Alliances de recherche université-communautés » (ARUC), en incitant les étudiants et les jeunes chercheurs à s'impliquer dans des partenariats avec le monde associatif et les collectivités locales afin de traiter, dans une démarche de recherche citoyenne, les problèmes d'environnement, de santé, de gestion des ressources naturelles que se posent les acteurs sociaux.

Tout progrès passe enfin par le renouveau des pratiques d'évaluation. Des pratiques qui dépasseraient une organisation trop uniquement disciplinaire de l'enseignement et de la recherche, encourageraient la prise de risque, favoriseraient l'avènement de nouvelles démarches. Tout ceci est possible. Des propositions concrètes existent, par exemple celles du rapport Guesnerie qui plaident pour une meilleure prise en compte de la dimension collective des recherches. L'aptitude à faire circuler les idées et les concepts aux interfaces entre champs disciplinaires en dépend. Il s'agit bien, pour les évaluateurs, d'apprécier la qualité et la diversité des éclairages que des collectifs interdisciplinaires peuvent porter sur des problèmes et de reconnaître que ces apports relèvent tout autant de mises en œuvre pratiques que de connaissances publiables.

De tels objectifs passent par une double révolution : de notre regard sur les jeunes chercheurs et de ceux-ci à l'égard de la démarche de thèse. Les conforter sur le plan professionnel est une exigence d'efficacité autant que d'éthique, mais cela ne suffit pas. Il faut que leur formation soit un laboratoire d'un autre type de recherche, fondée sur la coopération interdisciplinaire

(qui implique curiosité et connaissance des bases des autres disciplines), la participation à des actions collectives programmées, la capacité de dialogue avec les partenaires non chercheurs, commanditaires comme contestataires, en un mot une recherche inscrite dans un espace public où elle sera un support d'anticipation et d'innovation. Cela suppose qu'ils ne soient pas cantonnés dans leur parcours initiatique, fût-il plus confortable, mais qu'ils soient pris au sérieux dans cet effort de professionnalisation, en devenant de véritables partenaires d'une recherche confrontée à des problèmes de plus en plus complexes, comme notre monde sait si bien en favoriser l'émergence.

Des vœux pieux ? Plutôt des impératifs pour l'avenir des recherches en prise sur les questions de société. Puissent-ils orienter enfin les décisions de ceux qui recrutent, qui promeuvent, qui évaluent à tous les niveaux de l'activité scientifique.

Jean-Paul Billaud  
Henri Décamps  
Bernard Hubert